



# TOUS-TOUTES ATTAQUÉ-E-S, C'EST TOUS-TOUTES ENSEMBLE QU'ON POURRA FAIRE RECULER CE GOUVERNEMENT !

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA PSA POISSY

22 FEVRIER 2018

Macron poursuit sa guerre sociale contre l'ensemble des classes populaires. Après les ordonnances cassant le Code du travail, puis l'offensive engagée pour instaurer le tri social à l'école et avant la réforme de l'assurance chômage, ce sont les salariés du secteur public qui sont dans le collimateur.

## SALARIE-E-S DU PUBLIC, DU PRIVE, USAGERS, TOUS ATTAQUE-E-S

Le gouvernement a décidé de s'en prendre à tous les services publics. Tout ce qui n'est pas rentable doit être restructuré ou fermé : des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des lignes de trains, des trésoreries, des antennes de Caisses d'Allocations familiales...

C'est dans ce contexte que le 1<sup>er</sup> février, le gouvernement a lancé une attaque sans précédent contre les fonctionnaires. Hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre. L'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici à 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et dont on peut se débarrasser plus facilement.

Et le gouvernement compte également s'en prendre aux maigres protections offertes par le « statut » de fonctionnaires, entre autres par un « plan de départs volontaires », c'est à dire de licenciements déguisés, comme dans le privé.

## L'ATTAQUE CONTRE LES CHEMINOTS EST UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

La semaine dernière, dans le rapport remis au gouvernement, Spinetta, l'ancien patron d'Air France, propose cette fois de s'en prendre au « statut » des cheminots. Pour mener son offensive, le gouvernement présente les cheminots comme accrochés à leurs « privilèges ».

Mais où sont les « privilèges » lorsqu'on sait que l'embauche se fait le plus souvent au SMIC et que de nombreux cheminots prennent leur retraite, avec un salaire qui ne dépasse pas 1 500 euros par mois ? Où sont les privilèges lorsque les horaires décalés sont la norme, avec des plannings parfois bouleversés au dernier moment ?

En fait, les cheminots connaissent les mêmes

problèmes que partout: des salaires qui stagnent et des postes de plus en plus difficiles à tenir, faute d'embauches. Sans oublier que de plus en plus de cheminots, aujourd'hui, comme à La Poste ou dans les hôpitaux, sont des « contractuels » ou embauchés en CDD.

Le seul prétendu « privilège » de ceux qui ont encore le statut cheminot, c'est la sécurité de l'emploi. Un « privilège » qu'il faudrait justement étendre à tous les salariés. Or, ce que veulent le gouvernement et la direction de la SNCF, c'est pouvoir licencier en toute liberté et étendre la menace du chômage à l'ensemble des salariés de la SNCF !

## CONSTRUIRE UN TOUS ENSEMBLE CONTRE CE GOUVERNEMENT

Mais à force de multiplier les attaques tous azimuts, le gouvernement fait monter la colère contre lui. Dans les hôpitaux, les grèves se multiplient. Contre les réformes de l'enseignement qui cherchent à exclure encore plus les jeunes des familles populaires de l'accès à l'université, lycéens, étudiants et enseignants ont commencé à se mobiliser. Une grève des travailleurs sans papiers a également démarré dans l'intérim, depuis une semaine. Chez Pimkie, Carrefour ou Castorama, les plans de licenciement ne passent pas.

Jeudi 22 mars prochain, une journée de grève et de manifestation est appelée dans la fonction publique. Le même jour, la CGT appelle à une manifestation nationale des cheminots pour la défense de leur « statut ». Cette date peut être l'occasion d'un premier tous ensemble, secteur privé et public, lycéens, étudiants et salariés réunis.

Même si pour gagner et faire reculer ce gouvernement, une seule journée de grève ne suffira pas. Car ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale reconductible qui soit à même de bloquer le pays, comme il y a presque 50 ans, en mai-juin 1968.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



## EN ALLEMAGNE ILS ONT GAGNÉ PLUS DE 4 % D'AUGMENTATIONS DE SALAIRES !

Depuis la fin du mois de janvier des grèves se déroulent en Allemagne dans toutes les usines de la métallurgie. On nous serine sur le soit disant bon exemple allemand où les travailleurs-euses accepteraient sans rien dire l'austérité. Bobard !

Le patronat vient de lâcher une hausse des salaires de 4,3 % plus des primes importantes. Même si dans cet accord la réduction du temps de travail sert surtout à augmenter la flexibilité, cela montre qu'à la fois la diminution du temps de travail et l'exigence des augmentations de salaires sont au cœur des mobilisations possibles. L'accord a été passé dans la région du Bade Wurtemberg là où il y a de nombreuses usines automobiles dont BMW. Il devrait être élargi aux 3,6 millions de métallos en Allemagne

Ce n'est qu'un début : dans de nombreux pays, des augmentations de salaires sont gagnées aujourd'hui. Cela inquiète capitalistes et boursicoteurs. Ici aussi, c'est le moment de revendiquer des augmentations de salaires et une réduction du temps de travail.

La grève permet de faire céder les patrons !

## RETOUR À L'ENVOYEUR

D'après le journal « Médiapart », le parquet de Nanterre a rendu un réquisitoire fin janvier considérant l'utilisation intensive de la sous-traitance comme relevant du « *prêt de main-d'oeuvre illicite et du délit de marchandage* ». Deux syndicats avaient porté plainte au TGI de Paris mais ce serait la mort accidentelle d'un livreur qui en serait à l'origine. Il s'était noyé en tentant de récupérer un colis tombé dans la Seine. Il travaillait depuis deux jours pour un sous-traitant de La Poste qui ne l'avait pas déclaré, sous prétexte qu'il ne s'agissait que d'une « *formation* ».

Dans cette agence de La Poste, 80% des livraisons de colis étaient sous-traitées. Les grands groupes comme La Poste ou Renault sous-traitent leurs sales coups à des entreprises prestataires et essaient de passer ensuite pour des entreprises vertueuses. Il est grand temps que leurs gros mensonges soient dévoilés.

## DE L'ARGENT POUR LA SANTÉ, PAS POUR L'ARMÉE !

La loi de programmation militaire prévoit un budget de 295 milliards d'euros pour la période 2019-2025. Un jackpot historique : une pluie d'argent va rentrer dans les coffres de Dassault et des autres marchands de mort via les commandes d'armement.

Avec sa belle armée toute neuve, l'impérialisme français va pouvoir renforcer ses opérations extérieures aux quatre coins du monde. Cette politique guerrière, ce sera à nous d'en payer le prix : Macron veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (profs, infirmières...), réduit les allocations chômage, les indemnités de licenciement et les aides aux plus pauvres.

Et ils nous rabâchent encore qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses...

## POUR GAVER SES ACTIONNAIRES CARREFOUR SACRIFIE SES SALARIÉS

Des milliers d'emplois supprimés, des centaines de magasins fermés : le plan de restructuration annoncé n'est pas justifié par les difficultés de l'entreprise, son chiffre d'affaires a atteint des sommets en 2017-, mais par la volonté de positionner Carrefour au mieux sur de nouveaux créneaux pour l'avenir : numérique, ventes en ligne, « bio »...

Il s'agit avant tout de continuer de servir aux actionnaires de juteux dividendes. Résultat : à l'annonce du plan, le prix de l'action Carrefour a grimpé en Bourse. Une restructuration sur leur dos : les salarié.es ne l'entendent pas de cette oreille, et

ont décidé de se battre. Ils-elles ont bien raison. Mais l'expérience montre qu'il est difficile de gagner contre les licenciements et suppressions d'emplois en restant chacun dans sa boîte.

Dans le public comme dans le privé, ce sont des dizaines de milliers d'emplois sinon plus qui sont sur la sellette en ce début d'année. Pourquoi pas un « Tous Ensemble » pour stopper l'engrenage ?.

## 300 EUROS POUR TOUS SUR LE SALAIRE DE BASE

Chez PSA, plus de 10 % pour les bénéficiaires et 2 % pour les salaires ! Pendant le 1er semestre 2017, le bénéfice de la seule division automobile, avec 1,4 milliard d'euros, a augmenté de plus de 10 %. Et en 2018, il n'y aura que 2,2 % d'augmentation de salaires, dont seulement 1,3 % d'augmentation générale avec un talon à 23 euros !

Chez Renault, 120 millions d'euros en plus pour les actionnaires et 6 fois moins pour les salariés ! Les actionnaires toucheront au total 1,05 milliard d'euros en 2018. Et il n'y aura que 1% d'augmentations générales de salaires, pas plus de 1,4 % pour le budget salaires de Renault.

Des augmentations de salaire tout de suite ! Le partage des richesses est de plus en plus inégalitaire et insupportable. Les revendications d'augmentations générales des salaires sont à l'ordre du jour pour tout de suite !

C'est au moins 300 euros pour toutes et tous qu'il nous faut en augmentation des salaires.

## PÉAGES D'AUTOROUTES, RACKET INSUPPORTABLE

Les péages viennent encore d'augmenter. Quand on lui dit que c'est sa juste participation à l'entretien du réseau, l'usager, lui, a juste l'impression de servir de vache à lait pour grossir les profits des sociétés d'autoroutes. D'autant plus s'il n'a pas d'autre choix que d'emprunter une autoroute tous les jours pour aller bosser.

Dès 2014, la Cour des Comptes et l'Autorité de la Concurrence soulignaient le caractère « hors norme » de la rentabilité des autoroutes. Des autoroutes financées par le contribuable, puis, dans les années 2000, privatisées-bradées au profit de filiales des géants du BTP, Vinci, Eiffage et autres. De ce côté, c'était le jackpot assuré : des concessions de longue durée, des péages pompe à fric pour les filiales ; de grands chantiers autoroutiers pour les maisons-mères. Clairement l'intérêt privé contre l'intérêt général. Un scandale qui justifie l'exigence du retour des autoroutes dans le giron public sans aucune indemnisation ni rachat.

## CONTRE L'EUROPE FORTERESSE BIENVENUE AUX MIGRANT.ES

Derrière le projet de loi « immigration » présenté le 21 février au Conseil des ministres, il y a encore l'idée d'une pression migratoire telle que l'Europe et la France n'auraient d'autre choix que de se barricader. Comme s'il était impossible, par exemple, d'intégrer aux 67 millions d'habitants du pays les cent mille personnes qui ont demandé l'asile en 2017. Une augmentation de population de ,15% : l'équivalent de 150 personnes pour une ville de cent mille habitants !

De la part de gouvernants qui allongent des milliards de cadeaux fiscaux aux riches et aux entreprises, il est particulièrement odieux de monter les plus pauvres d'ici contre les démunis venus d'ailleurs. Des Hommes et des femmes qui ont dû fuir des pays dont les richesses sont largement pillées par « nos » multinationales, des guerres dans lesquelles « nos » gouvernants ne sont pas pour rien ou des dictatures qu'ils soutiennent.

Les plus riches de ce monde, les capitalistes et leurs capitaux, n'ont pas de mal à s'installer là où ils le veulent. Une liberté de circulation et d'installation qui devrait être reconnue à tout être humain.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter :  
npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86 77**